

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société de la Raffinerie de Dunkerque**

Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest  
BP 94519  
59381 DUNKERQUE

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\SRD (cessation activité)\_Dunkerque\_070.00588\2\_Inspections\2022\_06\_28-remise en état secteur 1F sud visite 2\SRD\_dunkerque\_RAPVI\_0007000588.odt

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement Société de la Raffinerie de Dunkerque implanté Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59381 DUNKERQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

la visite du 28/06/22 fait suite à une première visite du 19/01/2022 déjà réalisée sur le thème de la remise en état du secteur 1F-sud suite à cessation d'activité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société de la Raffinerie de Dunkerque
- Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59381 DUNKERQUE
- Code AIOT dans GUN : 0007000588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ex IED - MTD

SRD, installation classée soumise à autorisation avec servitude d'utilité publique, au titre des rubriques 1131, 1412, 1431 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a cessé son activité en 2016. Le site a été découpé en secteurs afin de faciliter la remise en état du site par étapes et la réindustrialisation du site.

La zone 1F-Sud (zone objet du présent rapport) est incluse dans le secteur 1F et occupe les parcelles cadastrales de la section AD référencées n°87, 90, 92, 94 ainsi qu'une partie de la parcelle n°144. Elle

s'étend sur une superficie de 21 690 m<sup>2</sup> (environ 2,5 % de la surface totale du site). Elle n'a pas accueilli d'activités classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- remise en état suite à cessation d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
remise en état	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R 512-39-3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le seueur 1F sud est constitué des parcelles cadastrales de la section AD référencées n°87, 90, 92, 94 ainsi qu'une partie de la parcelle n°144. Elle s'étend sur une superficie de 21 690 m².

Il peut être considéré comme remis en état pour un usage industriel.

le présent rapport vaut procès verbal de constat de la réalisation de travaux de remise en état pour un usage industriel conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 -III du code de l'Environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, remise en état suite à cessation activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p>

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

**Constats :** suite à la cessation d'activité de son site de Dunkerque, SRD a remis un plan de gestion pour le secteur 1F sud .

Ce document a été remis par courrier du 13/12/2021 à la Préfecture. Il est référencé : dossier de récolement de la zone 1F-sud, Réf : rapport Burgeap CESINO212755 / RESINO13361-01 -GUVA / PJT du 13/12/2021

L 'examen de ce document a été réalisé dans un rapport en date du 11/03/2022 (date d'approbation) rédigée suite à une première visite d'inspection du secteur 1F sud le 19/01/22.

La visite du site du 19/01/2022 et l'examen du document cité ci-avant remis par SRD pour le secteur 1F-sud montraient que l'activité sur cette partie n'était pas une activité industrielle et donc peu génératrice d'impact environnementaux . Les investigations n'ont pas montré d'impact particulier sur les milieux en métaux, en BTEX, CAV et HAP. Seules de faibles teneurs en HCT (C5\_C40) ont été constatées (< 100 mg/kg).

Le site avait été mis à niveau par apport de matériaux de démolition issus du site régalez sur site. Les documents fournis par l'exploitant postérieurement à l'inspection ne permettaient pas de conclure à la compatibilité ou à l'incompatibilité de l'état du site avec un usage industriel, l'exploitant ayant utilisé un référentiel inadapté pour les matériaux régalez.

Lors de la visite du 28/06/2022, il a été constaté le retrait des matériaux de démolition régalez sur la partie 1F sud.

SRD a fourni un document illustrant les travaux de retrait réalisés référencé "Dossier de fin des travaux de retrait du matériau concassé secteur 1F-sud du 24/06/2022".

la zone 1F sud constitué des parcelles cadastrales de la section AD référencées n°87, 90, 92, 94 ainsi qu'une petite partie de la parcelle n°144 de la commune de Dunkerque peut donc être considérée comme remise en état pour un usage industriel.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet